

2013-2014

BULLETIN DE
l'Association Luxembourgeoise pour
les Nations Unies



ALNU

Association Luxembourgeoise
pour les Nations Unies

et son

Centre de Documentation
pour les Droits de l'Homme

3, route d'Arlon L-8009 Strassen, Luxembourg

Tél: 46 14 68 Fax: 46 14 69

E-mail: alnu@pt.lu

Site Internet: www.alnu.lu

Coordonnées bancaires: LU95 1111 0248 7038 0000, CCPLLULL

Cotisation membre : 13 Euros

TABLE DES MATIERES.

Projet « Model UN 2014 - Simulation du Conseil de Sécurité de l'ONU 2014 » en collaboration avec les lycées.	2
Towards Democracy or Tyranny? Opportunities and dangers of the new technologies.....	5
Pour une protection efficace des civils en situation de conflits armés: un nouveau plan d'action de l'ONU « Les droits avant tout ».	6
La traite des êtres humains dans l'Union européenne : L'esclavage au XXIe siècle.	8
Le Kosovo, essor d'un état indépendant sous le contrôle des forces étrangères..	11
Article « soirée de célébration des droits de l'homme ».....	14
Devenir membre à l'ALNU ?	15
Appel à contributions.	15
Les Nations Unies dans le monde: Sélection de quelques sites Internet.	16

Projet « Model UN 2014 - Simulation du Conseil de Sécurité de l'ONU 2014 » en collaboration avec les lycées.

Le contexte.

En 2012, le projet de grande envergure " Model UN 2012 - Simulation du Conseil de Sécurité de l'ONU", organisé par l'ALNU ensemble avec 15 lycées représentant les 15 pays membres du Conseil de Sécurité, constituait une première au Luxembourg.

Lors de la séance de discussion finale avec les représentants de la Direction des lycées, les professeurs et les élèves, ce projet avait suscité un vif intérêt et des souhaits pour une répétition de cette expérience enrichissante au cours d'une année ultérieure.



Model UN 2012 : groupe de travail des élèves sur la mise au point d'un projet de résolution du Conseil de Sécurité Source: Lycée Technique des Arts et Métiers

L'ALNU entreprend de nouveau en 2014 en collaboration avec 15 lycées et avec le soutien de la Chambre de Commerce du Luxembourg, un projet "Simulation du Conseil de Sécurité de l'ONU" ou "Model UN 2014". Ce projet sera fait, comme en 2012, dans des salles de la Chambre de Commerce à Luxembourg-Kirchberg. En 2012 le projet était réalisé sous le Haut Patronage du Ministère des Affaires Étrangères et le Patronage du Ministère de l'Éducation Nationale ainsi qu'avec le soutien de la Chambre de Commerce. L'ALNU a de nouveau demandé ces Patronages pour le projet 2014. Plusieurs lycées regrettant de ne pas pouvoir se joindre au projet en 2014 à cause d'engagements déjà pris, de nouveaux lycées, ceux de Wiltz, de Rédange-sur-Attert et d'Echternach sont heureux de participer au projet. La représentation des 15 pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU par les différents lycées a été déterminée par un tirage au sort.

Il y a lieu de signaler que le projet « Model UN 2014 » sera mis en œuvre alors que le Luxembourg est membre non permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. En octobre 2012 le Luxembourg a été élu en cette qualité pour la période des années 2013-2014. Pour l'ALNU, agissant pour la promotion et le développement des activités des Nations Unies, il s'agit d'une nouvelle très réjouissante. En effet, cette élection constitue une reconnaissance internationale de la collaboration assidue et de longue durée du Luxembourg avec les Nations

Unies. Dans ces circonstances, nous estimons que l'organisation de la deuxième «Simulation du Conseil de Sécurité de l'ONU», un peu après la Présidence du Luxembourg au Conseil de Sécurité à New York du mois de mars 2014, constitue un événement unique.

Le programme et les thèmes.

Le programme, qui sera semblable à celui de l'année 2012, a été élaboré en concertation avec les représentants de la Direction des lycées et les professeurs-accompagnateurs. Plus de cent élèves vont prendre le rôle d'ambassadeurs pour les 15 pays représentés au Conseil de Sécurité. Dans chaque lycée les élèves participant au projet sont invités à mettre au point avec le support de leurs professeurs-accompagnateurs une proposition d'avant-projet de résolution pour les deux premiers thèmes, respectivement de déclaration présidentielle pour le troisième thème, ces thèmes étant les suivants :

- La situation au Mali (résolution et vote)
- La situation en Corée du Nord (résolution et vote)

En ce qui concerne la Corée du Nord, il y a lieu de noter que le Luxembourg exerce au sein du Conseil de sécurité en 2013 et 2014 la Présidence de la Commission des sanctions à l'égard de la Corée du Nord.

- La situation en Syrie (déclaration présidentielle et débat public).

Afin de pouvoir réaliser ces tâches et de bien représenter « leurs » pays, les élèves doivent faire préalablement, comme lors du Model UN 2012, une analyse de la situation du pays c.à.d. il faut se renseigner sur l'historique, la situation politique, ainsi que les interventions au Conseil de sécurité par rapport au thème.

Lors des réunions plénières à la Chambre de Commerce les 6 et 7 mai 2014, pour les deux premiers thèmes les élèves vont mettre au point un seul avant-projet de résolution, voter une résolution finale et donner des explications sur ce vote.

Pour le troisième thème, une nouvelle formule par rapport à 2012 sera mise en œuvre de l'accord des représentants de la Direction des lycées donné lors de la réunion d'information et de concertation du 24 septembre 2013. La simulation d'un autre rôle du Conseil de Sécurité, en l'occurrence d'une déclaration présidentielle avec la préparation et l'organisation d'un débat ont été retenues comme étant plus opportunes. En effet des divergences très prononcées sur la Syrie entre les pays du Conseil de Sécurité se sont traduites dans un usage répétitif du droit de veto ou d'une menace du droit de veto, ceci afin d'empêcher le vote d'une résolution condamnant le régime d'Assad. Pendant les réunions plénières des 6 et 7 mai 2014 les propositions d'avant-projet de déclaration présidentielle élaborées par les élèves des 15 lycées vont être finalisées en un seul avant-projet de déclaration présidentielle qui sera adopté sur la base d'un accord implicite de tous les pays constaté par le Président.

Les 15 étudiants qui représentent un des 15 pays membres du Conseil de Sécurité pour l'un des thèmes, doivent chacun prendre la parole au nom de « leur » pays pendant les sessions plénières à la Chambre de Commerce. Certains élèves assumeront des fonctions spéciales comme président, secrétaire et rapporteur d'une commission de résolution et d'assistant multimédia.

Dès à présent, les travaux préparatoires des élèves sont en train d'être accomplis dans les lycées sous l'impulsion des représentants de la Direction et des professeurs accompagnateurs en vue de faire aboutir le projet « Model UN 2014 » d'une manière concluante.

Paul Frank

Towards Democracy or Tyranny? Opportunities and dangers of the new technologies.

The following speech was given on the 10th of June 2013 by Mr. Daniel Kelly at the rewards and closing ceremony for the project of ALNU in 2013 « Be a global citizen ». This project about a poster contest and exhibition was realized with the collaboration of five secondary schools on the theme of the new Technologies of Information and Communication (TIC).

On September 11th 2001, American Airways flight 11 crashed into the North Tower of the World Trade Centre. Three video cameras recorded the event.

On April 15th 2013, two bombs exploded at the Boston Marathon. The authorities were deluged with snapshots and home movies as well as high-definition surveillance camera recordings. Over 2 million Reddit & 4Chan users indulged in a race with the authorities to identify the bombers. In less than 12 years, the world had gone viral.

Nowadays, every revolution has its iconic image. In the 60s, we had to wait for almost 10 years before the image of Che Guevara as Guerillero Heroico adorned every student's T-shirt. When Nega Agha Soltan was shot by revolutionary guards on 20/6/2009 in the streets of Tehran, videos of the murder were immediately available on the Internet. When Ceyda Sungur (or the woman in the red dress) was pepper-sprayed by police in Taksim Square in Istanbul 2 weeks ago, the Turkish movement immediately had its heroine. Photos of the event were all over Turkey within minutes.

During the Arab Spring, in countries like Egypt, Tunisia, and Yemen, protests were organized through social media. Activists used Facebook to schedule the protests, Twitter to coordinate them, and You Tube to tell the world. Social media had been essential in establishing the democratic movement that has helped abused civilians to overthrow their oppressors.

Social networks had broken the barrier of fear by helping many to connect and share information. It had given people in the Arab world the knowledge that they

are not alone, that there are others experiencing just as much brutality, just as much hardships, just as much injustice. Social networks for the first time provided activists with an opportunity to quickly disseminate information while bypassing government restrictions. Of course, social media didn't cause Arab Spring but they played a key role of communication.

Is it all good news?

We are watched by high-definition security cameras whenever we take a bus, a train, or walk in the city centre. We can watch the demolition of Grevenmacher bridge or the construction of the temporary Pont Adolphe on webcam. We entrust our photos and emails to Google or Microsoft, and they use the information in them to target us for advertising. When we Facebook to keep in touch with our friends, Facebook uses our likes and dislikes also for targeted advertising. Google watches its Android phones: when a cluster of them stop on the motorway, Google Maps announces a traffic jam. Google uses data from its Google + social network to suggest shops and restaurants for us to visit. Amazon watches our purchases and uses that information to suggest other purchases. The American Government's national Security Agency searches through all our emails looking for keywords to identify terrorists.

We have sleep-walked into a world where we have very little privacy left. But we also have been given the tools to fight for a more democratic world. It's up to us to use these tools in a positive way.

Daniel Kelly

Pour une protection efficace des civils en situation de conflits armés: un nouveau plan d'action de l'ONU « Les droits avant tout ».

En 1999, l'ONU a effectué une enquête indépendante sur son action au Rwanda suite à l'échec de la communauté internationale à éviter le génocide d'environ 800.000 personnes au Rwanda en 1994. Cette même année, une autre étude a été réalisée sur la chute de Srebrenica en Bosnie-Herzégovine en 1995 et le massacre subséquent d'environ 8000 personnes. Dans ces études, des recommandations avaient été formulées concernant les moyens d'améliorer l'action des Nations visant à prévoir des crises touchant des populations civiles et d'y réagir le plus tôt possible.

Sur la base de ces recommandations, certaines avancées ont pu être réalisées au cours des années. On peut mentionner l'établissement en 1998 de la Cour pénale internationale (CPI) qui a pour mandat de poursuivre et de juger les personnes qui se rendent coupables de crimes particulièrement graves contre l'humanité ainsi que l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2005 du principe de la responsabilité de protéger.

En 2012, le Groupe d'examen interne de l'action des Nations Unies à Sri Lanka a parlé d'échec généralisé à propos des efforts engagés par les organismes des Nations Unies pour la fin de la guerre dans ce pays.

Dès lors, une nouvelle initiative « Les droits avant tout » a été annoncée en novembre 2013 par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Celle-ci met en avant trois points : la paix, la sécurité et les droits de l'homme. La protection des droits de l'homme et des civils, ainsi que les efforts de prévention sont primordiaux pour éviter les crimes de masse et maintenir la paix. Le Secrétariat, les fonds et programmes de l'ONU doivent veiller à ce que le système des Nations Unies, à la fois sur le terrain et au Siège, soit prêt à faire face à l'évolution rapide des situations de crise. Le plan d'action de l'ONU vise à compléter l'action que mènent les États Membres pour s'acquitter de leurs responsabilités au sein de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme. Les mesures de cette initiative placent les populations civiles, où qu'elles soient, au cœur des stratégies de l'ONU et de ses activités opérationnelles. Il convient de mettre en œuvre notamment les mesures suivantes:

- * fournir aux États Membres des informations sans fard sur les populations qui risquent de subir, ou subissent, des violations graves des droits de l'homme ou du droit humanitaire

- * veiller à appliquer sur le terrain des stratégies d'action cohérentes et à tirer parti de manière concertée des moyens du système des Nations Unies

- * adopter au Siège des Nations Unies une démarche centrée sur l'unité d'action des Nations Unies pour faciliter le lancement d'une intervention coordonnée le plus tôt possible.

Les mesures proposées articulent des responsabilités qui incombent à l'Organisation en vertu de la Charte et des mandats confiés par les États Membres. Les populations qui sont sous la menace de violations massives et généralisées de leurs droits fondamentaux s'attendent à ce que l'ONU agisse pour protéger leurs droits. Elles doivent savoir et être assurées que le système des Nations Unies fait tout ce qu'il peut pour les aider et pour mobiliser ceux qui pourront les protéger.

M. Jan Eliasson, Vice-Secrétaire général des Nations Unies, a donné des informations plus détaillées sur l'origine et la mise en œuvre de cette initiative. Un sentiment d'urgence qui domine actuellement parmi les États Membres et les responsables de l'ONU est né pendant la crise syrienne. Tout le monde a été frustré par la lenteur avec laquelle la communauté internationale a réagi en Syrie, face à tant de violations des droits de l'homme et d'atrocités. L'ONU a l'obligation morale de tout faire pour stopper les crimes de cette gravité, qui entachent de plus sa crédibilité et coûtent en aval, à cette dernière, énormément d'argent. Le Conseil de sécurité, par le biais de tours d'horizon prospectifs («

horizon scannings »), doit évaluer et identifier, plus rapidement et de manière globale, les menaces à la paix et la sécurité internationales.

La mise en œuvre concrète de cette initiative sur le terrain.

L'initiative « Les droits avant tout » a pour but d'empêcher que des crimes de masse soient perpétrés dans des pays comme la République centrafricaine ou le Soudan du Sud.

Concernant la situation en République centrafricaine, le Conseil de Sécurité avait été informé très tôt des exactions commises et des risques encourus par les civils en cas de détérioration de la situation en matière de sécurité. Le Conseil, informé par le Secrétaire général, a réagi vite en autorisant les forces françaises et africaines à rétablir l'ordre et empêcher le basculement vers les crimes de masse. En février, il décidera, de nouveau sur la base des informations fournies par le Secrétariat, s'il convient de déployer une opération de maintien de la paix.

La situation actuelle au Soudan du Sud est un autre exemple de l'engagement de l'ONU et des façons innovantes de protéger les populations. Malgré la tragédie que représente la mort de personnes, des milliers de civils ont été sauvés parce qu'ils ont trouvé un refuge dans les bases de l'ONU et qu'ils ont pu bénéficier de la protection et de l'aide humanitaire. Les conditions demeurent difficiles et la situation instable, mais pour l'instant, les gens sont en relative sécurité et les Nations Unies s'efforcent de répondre à leurs besoins tout en promouvant une solution pacifique au conflit.

André Rollinger

Référence: Initiative « Les droits avant tout »

www.un.org/fr/sg/rightsupfront/summary.shtml

La traite des êtres humains dans l'Union européenne : L'esclavage au XXI^e siècle.



Mme Myria Vassiliadou
Coordinatrice européenne
de la lutte contre la traite
des êtres humains

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme, le 10 décembre 2013, la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg, sous le patronage du Ministère d'État et du Ministère de la Justice en collaboration avec, le Centre pour l'égalité de traitement, la Médiateure, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, le Conseil national des Femmes du Luxembourg, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés, la Ligue des Droits de l'Homme, Femmes en Détresse, ECPAT, Intersex et Transgender Luxembourg, la Croix-Rouge, Amnesty International, la Chaire UNESCO en droits de l'Homme et l'Association luxembourgeoise pour les

Nations Unies a organisé une conférence de Madame Myria Vassiliadou, Coordinatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains, sur le thème « Traite des êtres humains dans l'Union européenne: l'esclavage au XXIe siècle », où elle a présenté la Stratégie européenne de lutte contre la traite. Ci-dessous une synopsis de la présentation en anglais de Madame Vassiliadou.

During her presentation, Ms Vassiliadou cited the case of one woman, victim of sexual exploitation, who had a 2 month old child as a result of being raped and who asked her, "how can I love this child?". She mentioned that many of the children one sees begging in the streets are with women who are not their mothers, rather they are trafficked. Perhaps the most horrific case cited by Ms Vassiliadou was that of children whose eyes had been taken from them for the purpose of organ trafficking.

Ms Vassiliadou explained that trafficking in human beings is highly profitable. It is an extreme violation of human rights and organized crime, producing billions of dollars in profits, and is perhaps even the most profitable organized crime except for drugs. Although the sex industry is the most widely known, it takes many forms, including people working in the textile industry, construction and agriculture, benefit fraud, etc. Since we cannot act in one member state alone to address this problem, a coordinated, multi-disciplinary and proactive approach is needed.

A poll in 2012 found that 90% of people in the EU think it is important to address this issue. The number of identified and presumed victims increased by 18% between 2008 and 2010, but the number of prosecutions and convictions is going down. An EU wide statistical report was presented in April 2013. The next report is due to be published in May 2014.

The legislation in place is generally applauded by civil society. Directive 2011/36/EU of the European Parliament and of the Council of the European Union on preventing and combating trafficking in human beings and protecting its victims was published officially on 5 April 2011. It is the first EU legal measure harmonising criminal sanctions after the Lisbon treaty. It is a milestone and the most ambitious criminal law instrument of EU states.

EU member states are obliged to translate this directive into national law. However, it should be noted that the Commission has formally requested 4 countries, one of which is Luxembourg, to ensure full compliance with their obligations under EU legislation on human trafficking. In effect, more than 6 months after the deadline for transposing this directive and despite letters of formal notice sent on 29 May 2013, these countries have still not notified the Commission of national measures taken to enact the EU rules. (N.B. A spokesperson from the Ministry of Justice afterwards clarified that the bill is currently under consideration, but was delayed by the early elections).

The member states are embarrassed by this modern day form of slavery. Contrary to what we may think, most of the traffickers and victims are European citizens. The idea of criminalizing the users of human trafficking (i.e. people using the services of a trafficking victim) is currently being considered. The majority of victims are women and girls, but some men and boys are also involved.

It is important to identify and protect the victims. The EU directive on the rights of victims of human trafficking (as distinct from Directive 2011/36/UE) was published in 2011, however many times the victims are not aware of their rights. Therefore, we need to establish better mechanisms for the police to work with the prosecutors and civil society, etc. The guidelines for the identification of victims involve 4 main deliverables, a study on case-law, the gender dimension, high risk groups and prevention initiatives. Partnerships are needed because this problem extends beyond borders, so we launched a partnership with civil society to let them know about EU legislation and get their advice about what to do. An e-platform will be launched in 2014. The European Commission will launch a European Business Coalition in 2014 to prevent trafficking.

The second report on the implementation of the Action Oriented Paper in 2012 lists 10 priority countries, namely Albania, Brazil, China, Dominican Republic, Morocco, Nigeria, Russian Federation, Turkey, Ukraine and Vietnam, which are the sources of most identified traffickers and victims in the EU.

One of the best ways to tackle this problem is to “follow the money”. By 2015 Europol, the EU’s law enforcement agency, will develop an analysis of financial investigation in trafficking in human beings from member states.

In her concluding remarks, Ms Vassiliadou called for the full implementation of the instruments currently in place, the cooperation with all stakeholders, including civil society, and the recognition of the gender specific nature of trafficking. She also highlighted the importance of addressing the demand in order to eradicate trafficking, stating that there are hundreds of thousands of “clients”, not only in the area of sexual exploitation, but also in construction for example.

Finally, Ms Vassiliadou issued a call to action, saying that “we cannot say that slavery is something we accept. It is our moral responsibility to do something about this.”

In responding to questions from the floor, Ms Vassiliadou mentioned their cooperation with the committee on trafficking of the Council of Europe’s Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings (GRETA), whose report will be coming out soon. She also pointed out that, according to Europol, the EU’s law enforcement agency, there is a link between prosecution, trafficking and organized crime. She is most concerned by member states that turn a blind eye to the problem of trafficking, i.e. the problem of tolerance.

(See also the Anti-Trafficking website of the Council of Europe.)

L'ONU et la traite des êtres humains

La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, dite Convention de Palerme, adoptée par la résolution 55/25 de l'Assemblée générale le 15 novembre 2000, est le principal instrument actuel dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Cette convention est complétée par trois protocoles, qui visent des activités et manifestations spécifiques de la criminalité organisée, dont le premier visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

L'organe des Nations Unies principalement concernée par ce fléau est l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC). ONUDC aide les Etats dans la production de lois et de stratégies intégrales contre la traite et les assiste dans leur mise en œuvre. ONUDC rassemble également l'opposition internationale à la traite des personnes dans le secteur privé, la société civile, les médias et l'opinion publique grâce à l'Initiative globale pour combattre la traite des êtres humains (UN.GIFT) et la Campagne Cœur bleu. ONUDC joue aussi le rôle de secrétariat pour le Groupe de coopération inter-agences contre la traite des personnes, réunissant plusieurs entités onusiennes ainsi que d'autres organisations internationales.

UN.GIFT a été lancé en mars 2007 par l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), UNICEF, l'ONUDC, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et est basé sur un principe simple: la traite des êtres humains est un crime d'une telle ampleur et atrocité qu'il ne peut pas être contrecarré avec succès par un seul gouvernement. Ce problème global nécessite une stratégie multipartite mondiale qui s'appuie sur les efforts nationaux dans le monde entier. Il n'est pas surprenant qu'UNICEF soit très impliquée dans la lutte contre la traite, car selon l'estimation 2002 de l'OIT, 1,2 million d'enfants sont victimes de ce trafic chaque année.

Alan Sillitoe

Le Kosovo, essor d'un état indépendant sous le contrôle des forces étrangères

Le Kosovo a proclamé unilatéralement son indépendance le 17 février 2008 et s'est doté d'une constitution établissant un régime parlementaire le 15 juin. Il est reconnu comme un Etat indépendant par 98 Etats, dont 22 des 27 Etats membres de l'Union européenne (Espagne, Grèce, Chypre, Roumanie et Slovaquie n'ont pas reconnu son indépendance). Le Luxembourg a reconnu l'indépendance du Kosovo dès le 21 février 2008.

La résolution du Conseil de Sécurité : le 10 juin 1999, à la suite des frappes militaires de l'OTAN contre la République fédérale de Yougoslavie, le Conseil de

sécurité adoptait la résolution 1244 qui décidait l'envoi d'une force de sécurité internationale.

Actuellement, quatre organisations internationales sont présentes au Kosovo, opérant dans le cadre général de la résolution 1244 du Conseil de Sécurité. ***La Kosovo Stabilisation Force (KFOR)*** de l'OTAN a été chargée, lors de sa mise en place en 1999, de prévenir la reprise des hostilités, de démilitariser l'armée de libération du Kosovo, et d'établir un environnement sûr. Depuis la déclaration d'indépendance du Kosovo, la KFOR reste principalement en charge du maintien de la sécurité et de la stabilité au Kosovo aux postes frontières, dans les régions serbes du Kosovo et dans la ville de Mitrovica. ***La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK)***, avait été établie afin d'assurer une administration internationale civile transitoire au Kosovo. Depuis l'indépendance du Kosovo et la reconfiguration de la présence civile internationale proposée par le Secrétaire Général et endossée par le Conseil de sécurité dans sa déclaration présidentielle du 26 novembre 2008, elle maintient une présence résiduelle en étroite coordination avec les autres acteurs internationaux présents sur le terrain. ***La mission de l'Union européenne EULEX*** est la plus importante mission civile déployée par l'UE dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Elle a pour principale tâche d'assister les autorités kosovares dans le domaine de l'état de droit, en particulier dans les domaines de la police, de la justice et des douanes. Depuis la reconfiguration de la présence internationale, EULEX assume l'ensemble des tâches opérationnelles en matière d'Etat de droit, lesquelles étaient auparavant du ressort de la MINUK. Enfin, ***la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Kosovo (OSCE)*** fonctionne dans le cadre de la MINUK. La mission de l'OSCE se concentre sur les questions de renforcement des institutions et de la démocratie, et de droits de l'homme.

La question du Kosovo fait l'objet d'un examen trimestriel au Conseil de sécurité.

Le 10 février 2014, M. Fareed Zarif, Représentant spécial du Secrétaire général, a présenté les derniers développements au Kosovo aux membres du Conseil de sécurité. A la suite de cette présentation, les membres du Conseil ont entendu M. Ivica Dacic et M. Hashim Thaçi, respectivement Premier ministre de Serbie et Premier ministre du Kosovo. Il va sans dire que la perspective d'une intégration européenne doit permettre à la Serbie et au Kosovo de tourner la page des conflits. L'octroi du statut de candidat à la Serbie et le lancement d'une étude de faisabilité en vue d'un Accord de Stabilisation et d'Association pour le Kosovo sont des éléments tangibles des progrès accomplis.

La situation sur le terrain progresse donc dans le bon sens comme en prend note le Conseil de Sécurité dans l'application du « Premier accord de principe régissant la normalisation des relations », signé le 19 avril 2013, par Belgrade et Pristina, mais reste fragile, en raison d'un climat de méfiance réciproque. Malgré tout, les

élections municipales qui se sont tenues les 3 novembre et 1er décembre 2013 dans les 38 municipalités du Kosovo se sont déroulées dans des conditions globalement satisfaisantes et confortent la mise en œuvre de l'accord du 19 avril.

La présence internationale au Kosovo n'a pas vocation à se prolonger indéfiniment, alors que les institutions kosovares gagnent en maturité et sont de plus en plus en mesure de garantir la sécurité et les droits politiques des minorités. La communauté internationale devra donc adapter sa présence à la situation sur le terrain, en accord avec les autorités kosovares et en fonction de leurs besoins effectifs.

Caroline Reviriot



Pour en savoir plus sur les dernières élections municipales, article suggéré :

Sébastien Gricourt, ancien Conseiller politique dans les Balkans (CICR, OTAN, ONU), Chercheur indépendant. «Elections municipales au Kosovo : que révèlent-elles sur le vote serbe et albanais ? » Mise à jour le 6 janvier 2014 [En ligne]

Article « soirée de célébration des droits de l'homme »

Le 12 décembre s'est déroulé au centre Baha'i, une célébration des droits de l'homme regroupant plusieurs associations luxembourgeoises. 7 Associations en tout se sont réunies pour cette soirée. On peut notamment citer : L'ACAT, l'ALNU, l'AGIR, l'ASTI, la LDH, l'UF et des représentants de la religion Baha'i. J'ai personnellement participé à cette soirée en tant que représentant de l'ALNU et élève du lycée Vauban, chargé de prononcer une allocution. Chaque représentant des associations a pris la parole pour s'exprimer sur des événements d'actualités ayant soulevé le problème du respect des droits fondamentaux.

La représentante d'AGIR a par exemple, déclamé un poème portant sur l'immigration. L'immigré y est comparé à une graine grandissant en terre étrangère. Ce poème fait référence au naufrage de Lampedusa. La mort de 300 immigrés clandestins au large de l'île de Lampedusa en octobre dernier a en effet assombri la fin de l'année 2013 et soulevé la question épineuse de la politique que devait adopter l'Union Européenne face à l'immigration clandestine.

L'allocution de L'ASTI portait sur le témoignage d'un ancien soldat israélien concernant les activités scandaleuses de l'armée israélienne sur le plateau du Golan. Y était notamment dénoncée l'atmosphère d'effroi que faisait régner l'armée israélienne sur les populations. Ce témoignage met en lumière les agissements scandaleux de l'armée d'un gouvernement pourtant considéré comme démocratique et respectant les droits de l'homme. Méprisant les droits des populations, l'armée israélienne se livre ainsi à des perquisitions abusives et injustifiées, dans le seul but de créer un climat de terreur.

En tant que représentant de l'ALNU, j'ai personnellement prononcé un discours sur l'affaire Snowden et les problématiques que l'action de cet homme avait soulevées en dénonçant les pratiques de surveillance illicites de la NSA. J'ai beaucoup insisté sur le danger que représentait la surveillance via les nouvelles technologies pour le droit à la vie privée, voir pour les droits fondamentaux. J'ai aussi soulevé le fait qu'aucune des grandes démocraties n'avaient pris la défense de cet homme qui avait pourtant dénoncé des infractions majeures aux droits de l'homme.

La représentante de la communauté Baha'i a prononcé un discours sur la liberté et la diversité des religions. Elle a fait remarquer que la religion Baha'i a toujours aidé à porter les valeurs des droits de l'homme et a été la première à traduire la déclaration dans tous les pays où une communauté Bahaïe se trouvait installée. La représentante a aussi abordé le thème de l'éducation et de son rôle libérateur.

A travers ces différentes allocutions transparaissait le long chemin qui restait encore à parcourir pour que les droits de l'homme soient respectés partout dans le

monde. Il est effrayant de voir que les manquements aux droits de l'homme auxquels on a fait référence, ont été parfois le fait d'Etats de droit considérés comme démocratiques.

Néanmoins comme l'a dit l'organisatrice de la soirée, plus qu'une commémoration des droits de l'homme, il s'agit d'une célébration. Car malgré des échecs cuisants, de nombreuses victoires ont été gagnées pour les droits de l'homme. Souvent bafoués depuis leur proclamation en 1948, les droits de l'homme sont néanmoins toujours une réalité et l'élan de tous les peuples du monde vers la démocratie, quelque long et tortueux que le chemin soit, laisse espérer de grandes choses pour le respect des droits de l'homme dans le monde.

Tancrède Montagne

Devenir membre à l'ALNU ?

La qualité d'être membre de l'ALNU est votre porte d'accès à une plus grande participation dans les affaires du monde. Votre support procurera à l'ALNU les ressources nécessaires pour accomplir sa tâche importante. En s'assurant le support des différents Ministères du Gouvernement et plus particulièrement du Ministère des Affaires Etrangères, l'ONU continuera d'être la force motrice pour un monde plus humain, plus sain et plus prospère.

L'ALNU ne recrute pas seulement des personnes individuelles. Peuvent devenir membres actifs toute organisation qui désire coopérer efficacement avec notre association.

Pour devenir membre, veuillez effectuer un virement de 13 € au compte **LU95 1111 0248 7038 0000**, CCPLLULL. En plus, vous pouvez remplir notre formulaire standardisé, disponible sur www.alnu.lu/devenezmembreposte.htm et le renvoyer par la poste à l'adresse indiquée.

Appel à contributions.

Les membres et les personnes désireuses de le devenir sont invités à proposer des activités pour l'ALNU.

Aussi, si vous avez des articles à proposer en relation avec les thématiques Droits de l'Homme, Paix et Sécurité, ou encore Changement climatique, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Ils trouveront certainement une place dans notre bulletin, ALNU-INFO ou sur notre site.

Les Nations Unies dans le monde: Sélection de quelques sites Internet.

Page d'accueil de l'ONU	www.un.org
Base de e-données	www.un.org/digital/#apps
Centre Régional d'Information des Nations Unies pour l'Europe Occidentale	www.unric.org et www.unric.org/fr/fiches-dinformation (lien vers publications du système onusien)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance UNICEF	www.unicef.org
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	www.unesco.org
Programme de l'ONU pour l'environnement	www.unep.org
Programme de l'ONU pour le développement	www.undp.org
Programme alimentaire mondiale	www.wfp.org
Bureau des Nations Unies à Genève	www.unorg.ch
Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme	www.ohchr.org
United Nations Convention on Climate Change	www.unfccc.org
Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés	www.unhcr.ch
Millennium Ecosystem Assessment	www.millenniumassessment.org
Les Nations Unies en médias	www.unmultimedia.org
Année internationale 2014 de l'agriculture familiale	www.fao.org/family-farming-2014/home/fr/
Année internationale 2014 de la solidarité avec le peuple palestinien	unispal.un.org/unispal.nsf/solidarity.htm/
Année internationale 2014 de la cristallographie	http://www.iycr2014.org/
Décennie internationale. 'Eau, source de vie' 2005-2014	www.un.org/waterforlifedecade
Décennie internationale de la Biodiversité 2011-2020	www.cbd.int/2011-2020
Année internationale 2014 des petits états insulaires en développement	http://www.sids2014.org/
Décennie 2014-2024 de l'énergie durable pour tous	http://www.se4all.org/